CGLU – VILLE DE MEXICO – CULTURE 21

PRIX INTERNATIONAL – 6ÈME ÉDITION

MILENA DRAGIĆEVIĆ ŠEŠIĆ

GOBIERNO DE LA CIUDAD DE MÉXICO

CGLU Cités et Gouvernements Locaux Unis

culture 21 Commission de CGLU

CGLU – VILLE DE MEXICO – CULTURE 21
PRIX INTERNATIONAL - 6ème ÉDITION

La culture de la mémoire et le patrimoine de la violence : nouveaux enjeux pour les politiques publiques

DE MILENA DRAGIĆEVIĆ,
UNIVERSITÉ DES ARTS,
BELGRADE

"Historical realities are always enigmatic and, while appearing to be self-evident, are difficult to decipher" (Bourdieu, 1998: 23)

INTRODUCTION

La mémoire des guerres et des conflits, le « passé trouble », a suscité un double regard sur le patrimoine : la destruction délibérée du patrimoine (en tant que symbole de la haine de l'« autre ») et le patrimoine de la violence, souvent célébré comme symbole de « sa propre force », de l'héroïsme ou du sacrifice délibéré. Ainsi, les liens entre patrimoine et violence devraient être discutés de manière approfondie dans la perspective des politiques culturelles, en se concentrant sur la médiation et l'interprétation d'un patrimoine dissonant, perçu différemment par les différentes communautés. Les politiques de la mémoire et de l'oubli sont souvent inspirées par des besoins politiques « quotidiens » (populisme). Mais un horizon plus large est nécessaire : comment notre patrimoine et notre mémoire communs et partagés, malgré les conflits et les guerres passées, devraient être compris et interprétés non seulement du point de vue de l'intérêt national, mais aussi du point de vue des droits humains et de la culture.....

De nombreux espaces de guerre, d'Haïti à Nanjing, du Kosovo à Waterloo, de Coventry à Dresde, gardent la mémoire des conflits, racontent des histoires susceptibles de (ou délibérément utilisées pour) renforcer le nationalisme. Peuvent-ils devenir des instruments pour de nouvelles politiques et pratiques patrimoniales, montrant des responsabilités différentes, sans oublier le sort des subalternes et des minorités dans ces conflits ?

PATRIMOINE DE LA VIOLENCE

"Il n'y a pas de document de civilisation qui ne soit en même temps un document de barbarie", Walter Benjamin

L'héritage de la violence n'est pas un sujet très présent dans les études culturelles ou patrimoniales, bien qu'un nombre impressionnant de « lieux de mémoire » soient des sites liés à des traumatismes sociaux ou communautaires majeurs. La plupart des récits qui subsistent sont des récits de victimisation ou de triomphalisme. Dans les deux cas, il s'agit de récits d'exclusion, car ils n'intègrent pas la compréhension de l'« altérité » - même lorsque l'« autre » est aussi une victime, et non un coupable.

Mais tout patrimoine est-il un lieu de violence ? Combien de personnes sont-elles mortes dans la construction de cathédrales par le travail forcé ? Quelles ont été les souffrances des plus pauvres lors de la création des plus grands symboles de l'humanité ? Dans quelle mesure les communautés interprètent-elles différemment les mêmes événements, en en faisant ainsi des « patrimoines dissonants » au sein de mêmes cultures et de mêmes régions ? (Le défilé de l'Ordre d'Orange à Belfast est l'exemple de patrimoine vivant conflictuel et dissonant le plus connu en Europe, mais il y a beaucoup d'autres exemples).

Tout changement révolutionnaire, même s'il n'est que « culturel », est nécessairement introduit par une forme de violence. Mais lorsque la victoire du nouveau « modèle » est annoncée, c'est bien elle qui reste dans l'histoire, parce qu'elle a été obtenue « par acclamation », et non par un processus conflictuel (connaissances scientifiques, révolution industrielle, culture numérique et, récemment, IA). De tous temps, les grandes réalisations se sont appuyées sur une forme de violence. Les langues littéraires, comme le français, l'allemand ou l'italien, telles qu'elles sont aujourd'hui enseignées dans les écoles et utilisées dans la communication publique, ont été créées en supprimant tous les autres dialectes et langues parlées sur leur territoire. Cette violence a été particulièrement importante en France après la Révolution (de Certeau 1993). De même, le canal Moscou-Volga, et d'autres projets majeurs issus du communisme, ont coûté une multitude de vies humaines (jusqu'à 30 000 pour le canal seul). Chacun des projets émergeants de sociétés fermée et totalitaires a fait de nombreuses victimes non répertoriées, plus tard effacées de l'histoire et de la mémoire collective.

Même dans les cas qui ne sont pas fondés sur la torture et la violence physique, les anciens « grands projets » des régimes totalitaires et les récents projets des régimes autoritaires (Skopje 2014) représentent une violence à l'égard de la culture (telle qu'elle est vécue par le peuple). Ils sont souvent initiés par l'ambition du ou de la dirigeant·e de fournir une « réponse » à un conflit avec ses voisins (comme par exemple dans le cas de Skopje 2014, en conflit avec la Grèce) ou dans le but d'humilier ses propres groupes minoritaires (comme par exemple la construction de croix chrétiennes sur les collines surplombant des villages musulmans dans les Balkans). Souvent, ces projets terminent par étouffer les

modèles de comportement social multiculturel déjà en place. Le projet Skopje 2014 s'est directement opposé au niveau déjà atteint d'intégration de la population albanaise dans la vie publique et dans la politique du pays, en créant une ville offrant de nouveaux symboles d'identité aux Macédoniens slaves. Ceux et celles-ci doivent alors accepter leur nouvelle identité en tant qu'ancienne population macédonienne asservie. Ici, l'héritage est au centre de la bataille politique : qui était le « natif », la première nation, sur ce territoire : les Albanais, qui revendiquent leurs origines illyriennes ; les Grecs, qui ont unifié les cultures athénienne et macédonienne dans l'hellénisme ; ou les Macédoniens du Nord, en tant que véritables et seuls descendants des anciens Macédoniens ?

Le christianisme s'oppose violemment aux cultures païennes, et comme les populations païennes des confins de l'Europe de l'Est ne savent à l'époque ni lire ni écrire, leur version de l'histoire n'est pas consignée. La littérature orale a gardé quelques traces de « tragédies lors de la construction de châteaux », ayant exigé des sacrifices : le château de Smederevo et la ville de Skadar/Shkodra symbolisaient en effet la nouvelle civilisation urbaine. Dans les deux cas, les femmes étaient les héroïnes : l'épouse du souverain « Jerina le Sanguinaire » qui a fait construire le château de Smederevo (connotation négative), et pour Skadar : l'épouse innocente et victime, enterrée vivante dans les murs de la ville pour que la ville puisse vivre (héroïne positive). Le patrimoine symbolique le plus valorisé est souvent considéré comme un héritage de violence, comme dans Višegrad, Le pont sur la Drina (roman du prix Nobel Ivo Andrić), et moins comme faisant partie de la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (http://whc.unesco.org/en/list/1260).

PATRIMOINE DISSONANT

Ce pont représente en lui-même le patrimoine régional dissonant. Dans la mémoire collective des musulmans bosniaques, ce patrimoine représente la grandeur de l'Empire ottoman, son attention et son investissement dans son peuple en Bosnie-Herzégovine, tandis que dans la mémoire collective serbe, ce pont est un glorieux « présent », un « hommage » du grand vésir Mehmed paša Sokolović, à ses propres racines et à sa patrie (il a dû renier ses origines en devenant janissaire).Ainsi, il n'est plus le symbole de la grandeur de l'Empire ottoman, mais plutôt celui du crime de cet Empire (« impôt du sang »), arrachant les enfants aux familles chrétiennes pour les éduquer et en faire des soldats impitoyables de l'empire. Aujourd'hui, cette dissonance est renforcée par un autre « présent » fait à la ville de Višegrad (où la population musulmane bosniaque a été forcée à partir pendant la guerre des années 1990). Emir Kusturica (baptisé plus tard dans l'église orthodoxe) a construit Andrićgrad, une nouvelle ville fictive créée près du « pont » (de 2011 à 2014) , avec des bâtiments « anciens » de différents siècles (selon Kusturica, c'est un pont entre les périodes byzantine, Renaissante et ottomane), qui n'ont jamais existé dans aucune des villes de la région. Le projet d'Andrićgrad (ville mentionnée par le lauréat du prix Nobel, qui commémore Višegrad et le pont dans son livre) fait-il lui-même violence à Višegrad qui a perdu son véritable caractère

multiculturel, en offrant une nouvelle ville avec une église au milieu, et avec des monuments importants uniquement pour l'identité nationale serbe ?

D'autre part, l'identité européenne transculturelle et transnationale se construit sur un héritage commun et partagé, même s'il s'agit d'un héritage dissonant, dû à un passé problématique commun. Aujourd'hui, il existe des musées de l'Holocauste dans tous les pays de l'UE, un exemple de la culture commune de la mémoire qui construit la nouvelle Europe. Les nouvelles démocraties, de la Lettonie à la Hongrie, ont récemment construit leurs musées de l'Holocauste, reconstruisant différemment les espaces de mémoire liés à la Seconde Guerre mondiale. Pendant l'ère socialiste, une politique d'oubli a été menée quant à leur propre rôle et responsabilité dans ces processus : les forces allemandes occupées étaient les seules à blâmer ! Après 1989, l'occupation et les crimes soviétiques, comme par exemple le massacre de Katyn, ont dominé la culture de la mémoire. Mais dans les deux cas, l'importance culturelle et sociale des communautés juives a été négligée. Aujourd'hui, les nouvelles politiques de la mémoire revitalisent la mémoire des « autres », le patrimoine des communautés disparues. Les festivals de la culture juive fleurissent en Pologne, mais pas encore en Lituanie ou en Lettonie. Cependant, cela ne concerne toujours pas toutes les minorités et leurs cultures, les Tziganes, les Russes (Ruthènes), ainsi que de nombreuses autres minorités encore non reconnues.

Les communautés multiculturelles ont souvent différentes communautés de mémoire (autant que de groupes ethniques), qui construisent des récits contradictoires ou différents à partir des mêmes événements historiques. Le dialogue entre ces « mémoires » n'a commencé à s'établir en tant que pratique sociale qu'à la fin du XXe siècle, notamment après la proclamation de 2008 comme Année européenne du dialogue interculturel. Et quand bien même à cette époque, seuls quelques sujets dissonants ont réussi à être sélectionnés pour le dialogue, bien que les programmes scolaires soient devenus beaucoup plus ouverts et « dialogiques » qu'auparavant.

POLITIQUES PUBLIQUES ET MÉMOIRE

Comment se construisent les relations entre notre époque et l'histoire mondiale ? Comment sont créés les systèmes de protection du patrimoine ? Ces systèmes sont-ils suffisants pour mettre en évidence la complexité et les différences des expériences ? Qu'est-ce qui est recherché, présenté publiquement et rendu visible par des efforts de médiation et d'interprétation ? Ce sont là des questions cruciales pour les politiques liées au patrimoine, qui s'inscrivent dans le cadre de politiques publiques plus larges agissant pour l'intérêt général, un intérêt qui doit se référer à l'ensemble des citoyen·ne·s, et non uniquement aux majorités des différents pays.

Le patrimoine est aujourd'hui la question politique primordiale : quand l'aborde-t-on et quand l'« oublie-t-on » ? Néanmoins, nous n'utilisons que quelques « épisodes historiques » : ceux considérés comme

pertinents au regard des objectifs politiques actuels. La culture mondiale de la mémoire est davantage une « mémoire épisodique » (Tulving, 1984) qui caractérise la plupart des politiques qui ignorent ou effacent tout ce qui est honteux, comme par exemple la colonisation, l'esclavage (passé négatif) ou la confusion (Dragićević Šešić et Stefanović 2017).

Dans de nombreux pays, les politiques publiques de la mémoire sont développées au sein de différents ministères et d'autres niveaux de gouvernements locaux qui s'occupent de la culture, de l'éducation, de la recherche, du tourisme, de la défense (en relation avec l'armée et l'histoire de l'armée), etc. Chacun trouve ses propres modes d'interprétation et d'instrumentalisation du passé, conditionnant les modes de « sélection » et de représentation des épisodes historiques en fonction de ses objectifs. D'autre part, l'UE (par le biais de différents appels et programmes), l'UNESCO et le Conseil de l'Europe tentent de stimuler différentes approches de la mémoire, en impliquant les citoyen·ne·s, les groupes de la société civile et les organisations culturelles dans des dialogues aux niveaux local et international, afin de rediscuter des questions liées aux passés problématiques qui ont divisé les communautés (Fairclough et al 2014). Au cours des dernières décennies, les politiques de mémoire publique ont acquis un caractère plus « partagé » et ont été davantage débattues, en particulier en ce qui concerne ce que l'on appelle le « passé négatif », qui n'a généralement pas sa place dans les politiques publiques (colonialisme, racisme officiel, politiques répressives à l'égard des femmes, des minorités ethniques, des syndicats, etc.) L'objectif est de créer une interprétation participative du passé, enrichi d'histoires personnelles et d'expériences communautaires, et de « créer » un « patrimoine » qui puisse être partagé au sein des communautés. La diversité des sociétés contemporaines et la montée de la xénophobie (provoquée par les récentes migrations de masse et la crise économique, stimulée par la presse à sensation et la communication politique populiste) exigent de nouvelles politiques patrimoniales actives qui luttent contre les stéréotypes et les préjugés, permettant une meilleure compréhension de l'avenir entre des communautés ayant des expériences différentes.

Ceci est particulièrement important en ce qui concerne le patrimoine dissonant, les lieux de mémoire liés au passé colonial, aux guerres et aux conflits, mais aussi en ce qui concerne la (non-)existence de « l'autre » (les victimes) dans les représentations officielles de la mémoire au sein des musées, des archives, des monuments culturels, etc. En ce sens, bien que le Musée de l'immigration à Paris montre principalement des « histoires d'intégration » individuelles positives (des histoires que les familles ont voulu partager), il les complète par un contenu médiatique qui a montré un « passé négatif », montrant notamment comment les personnes migrantes italiennes ont été traitées en France à la fin du 19ème siècle ; y compris les pogroms et « actions » de rue organisées contre elles et eux. Cette histoire indésirable, qui dépeint une société xénophobe et pleine de préjugés, ne faisait jusqu'à très récemment pas partie des récits officiels et des pratiques

d'interprétation du patrimoine. L'évitement de ces questions et les politiques d'oubli de tout ce qui n'est pas lié à des comportements héroïques ou martyrs ont ainsi largement contribué à l'impossibilité, pendant bien longtemps, de créer une approche commune de l'héritage de la violence, au sein de laquelle auteurs et victimes ont pourtant bien souvent changé de rôle.

Il existe de nombreux exemples de mémoires différentes influencées par la politique actuelle, en particulier au sein des démocraties nouvelles. Ce qui était auparavant un patrimoine socialiste est devenu un patrimoine indésirable (par exemple, les mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière, l'histoire des syndicats, etc.) ; ce qui était autrefois représenté comme mauvais (royaumes médiévaux et mariages royaux « stratégiques ») a été réinterprété pour montrer son importance pour l'identité nationale en tant qu'« Européen » (le christianisme, par exemple) ; ce qui a été effacé de la mémoire publique est maintenant exigé pour être représenté, comme la partie la plus importante de la culture nationale (artistes religieux dissidents, etc.). Les politiques monumentales et mémorielles ont pris trois formes dans les différentes phases de la transition post-socialiste (Dragićević Šešić 2011) : le modèle anti-culture (stratégie de destruction, stratégie d'appropriation, d'ignorance de l'« autre » et stratégie de provocation) ; le modèle de « culturalisation » (construction de monuments dans le cadre de la nouvelle politique identitaire, stratégie de décontextualisation, muséalisation du patrimoine de l'« autre », stratégie de « gratitude ») ; et le modèle de dissidence – dialogue créatif (stratégie de contre-culture, stratégie d'opposition à l'intérieur de sa propre culture).

CONCLUSIONS

Le monde doit développer un regard synthétique global sur la mémoire et le patrimoine à partir de perspectives transnationales et transculturelles. Cela nécessite une nouvelle relation à la mémoire et au patrimoine des « autres », des victimes et des auteurs, des groupes hégémoniques et subalternes, et exige une approche différente ainsi que d'autres manières de communiquer les valeurs. Le patrimoine ne doit pas être (mal) approprié, détruit ou négligé. Ces trois stratégies dominantes liées au patrimoine dissonant et au patrimoine de la violence devraient être remplacées par de nouvelles formes de gestion du patrimoine axées sur la participation de la société civile et la médiation culturelle, intégrant le patrimoine immatériel dans l'utilisation significative et la compréhension du matériel dans différentes activités sociales, éducatives, culturelles et touristiques...

Une multitude d'approches et de nouveaux outils pour la revitalisation et la réarticulation du patrimoine – la création d'un « patrimoine vivant » - sont nécessaires. Des formes familières, telles que les itinéraires culturels, les cartes interactives ou encore les « serious games » doivent transcender les frontières locales et nationales.

De nouvelles stratégies et tactiques (selon le sens que De Certeau donne à ces mots), et en particulier de nouvelles politiques culturelles participatives (Dupin-Meynard et al., 2020), devraient être élaborées sur la base d'un concept approprié de la politique de la mémoire et de l'interprétation du patrimoine.

Ainsi, les musées, les archives et autres centres culturels publics et lieux de mémoire contribueraient à la culture participative de la mémoire en créant les conditions d'une justice transitionnelle, en se concentrant sur l'héritage contesté de la violence, en donnant la possibilité à différentes voix d'offrir leurs lectures et interprétations (parfois dissonantes), en apportant différentes perspectives dans un dialogue pour lutter contre les stéréotypes, les préjugés et la haine qui sont souvent enracinés dans une interprétation traditionnelle de l'héritage de la violence.

Enfin, il faut garder à l'esprit que l'histoire et le patrimoine ne sont pas interprétés uniquement sur la base de faits et de raisonnements, que les émotions et les affects sociaux dominent l'air du temps et constituent bien souvent des « facteurs » importants, conditionnant la sélection d'épisodes historiques, de symboles et de récits qui sont souvent délibérément conflictuels – dissonants. Ainsi, la tâche de la recherche en héritologie et de la pratique de la gestion culturelle est de créer les conditions d'un dialogue interculturel ouvert dans le domaine de la conservation et de l'interprétation du patrimoine mondial commun lié à un passé turbulent, à des guerres et à des conflits, en ouvrant de nouveaux horizons et de nouvelles perspectives pour sa compréhension et son interprétation.

RÉFÉRENCES

1. Benjamin W. *Illuminations*, Theses on the Philosophy of History, New York, Brace Jovanovic 1968. (http://pages.ucsd.edu/~rfrank/class_web/ES-200A/Week%202/benjamin_ps.pdf)

2. Bourdieu, P. (1998) *Acts of Resistance, Against the Tyranny of the Market*, New York: The New Press.

3. De Certeau, M. *La Culture au pluriel*, Paris: ed. Du Seuil, 1993.

4. Dragićević Šešić, M. (2011) Cultural policies, identities and monument building in Southeastern Europe, in: *Cultural Identity Politics in the (Post) Transitional societies*, eds. By Aldo Milohnic and Nada Svob-Djokic, IMO, Zagreb, 2011, pp. 31-46 M14. ISBN 978-953-6096-56-5

5. Dragićević Šešić M. i M. Stefanović (2017) Organizational trauma - types of organizational forgetting in the case of Belgrade theaters, in *Ethnoantropological problems*, n. 2, 2017, pp. 621-640, ISSN: 0353-1589

6. Dupin-Meynard, F., Négrier, E., Bonet, L. et al. (eds), *Cultural Policies in Europe*: A Participatory Turn? 2020, Toulouse: Occitanie en scène, and Les Éditions de l'Attribut, pp. 200-213, ISBN: 978-2-916002-73-6

7. Fairclough, G, M. Dragićević Šešić, Lj. Rogač Mijatović, E. Auclair and K. Soini (2014) The Faro Convention, a new paradigm for socially- and culturally-sustainable heritage action?, *Kultura* (Skopje), 2014.

8. Tulving E (1984). "Precis of Elements of Episodic Memory". *Behavioural and Brain Sciences*. 7 (2): 223–68.